



Trèbes.

N° 125/2022

FOLIO 245

**ARRÊTÉ MUNICIPAL  
TEMPORAIRE**

**PORTANT RÉGLEMENTATION  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
DES VÉHICULES**

**RUE CORNEILLE**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE TRÈBES**

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code de la route et notamment l'article R.225 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription et livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) ;

**VU** la loi n°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment ses articles 25 et 27 ;

**VU** la demande de l'entreprise « SOTRANASA », Boulevard de Saint Assisclé - 66000 PERPIGNAN, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2022, en vue d'effectuer des travaux de remplacement d'un poteau télécom sur accotement avec tirage de câble, rue Corneille- 11800 TRÈBES ;

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'autoriser et de veiller au bon déroulement de ces travaux afin d'assurer la sécurité publique ;

**CONSIDÉRANT** qu'en raison du déroulement de ces travaux, il y a lieu de réglementer momentanément la circulation et le stationnement des véhicules, rue Corneille ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : Du 15 juillet 2022 au 05 août 2022 inclus de 08H00 à 17H00, l'entreprise SOTRANASA effectuera les travaux de remplacement d'un poteau télécom rue Corneille - 11800 TRÈBES.

**ARTICLE 2** : Durant les travaux le stationnement des véhicules sera interdit au droit du chantier rue Corneille.

**ARTICLE 3** : La circulation des véhicules sera alternée manuellement et basculée sur chaussée opposée dans ladite rue le temps des travaux.

**ARTICLE 4** : Nonobstant les dates fixées à l'article 1, ces dispositions d'exploitation de la circulation et du stationnement cesseront à la fin effective des travaux, concrétisée par la levée de la signalisation.

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place par l'entreprise, maintenue en permanence en bon état et enlevée à la fin des travaux sous contrôle de la police municipale.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

**ARTICLE 5** : Dès la fin des travaux, l'entreprise devra remettre les lieux en leur état d'origine.

**ARTICLE 6** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier.

**ARTICLE 8** : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de la gendarmerie de TRÈBES, la police municipale, les services techniques municipaux et l'entreprise SOTRANASA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Trèbes, 4 juillet 2022

**Éric MÉNASSI**  
Maire de TRÈBES



**Publié le : ... 5 juillet 2022**